

RAPPORT DE SYNTHÈSE **DU 6^e CYCLE D'ÉVALUATION** **DU GIEC (20/03/2023)**

**Le défi pour garantir un
avenir vivable pour tous·tes**



**Agence
Parisienne
du Climat**

« **Un guide de survie pour l'humanité** ». C'est en ces mots qu'Antonio Guterres, le secrétaire général des Nations Unies, a présenté le Rapport de synthèse du sixième cycle d'évaluation du GIEC. Celui-ci compile les principales conclusions des 6 rapports précédents :

- 🕒 Les trois rapports spéciaux, sur le réchauffement planétaire de 1,5 °C (2018), les terres immergées (2019), et les océans et la cryosphère (2019) ;
- 🕒 Les rapports des trois groupes de travail : [sur la science climatique \(2021\)](#), [les impacts, l'adaptation et la vulnérabilité \(2022\)](#) et [l'atténuation \(2022\)](#).

C'est un cycle de 8 ans qui se referme, qui aura mobilisé plus de 1 000 scientifiques rédacteur·rices, reposant sur plus de 85 000 publications et tenant compte de plus de 300 000 commentaires. Un travail colossal, synthétisé donc dans ce rapport, qui comprend un résumé pour décideur·euses et une version longue, sur laquelle se base l'essentiel de cette synthèse.

« Ce rapport est un appel de clairon à accélérer massivement les efforts climatiques de chaque pays et de chaque secteur » - Antonio Guterres

Jamais l'urgence de l'action climatique n'a été aussi claire. Alors que le retard s'accumule, les trajectoires pour atteindre nos objectifs climatiques ne laissent plus de place à l'attentisme et aux demi-mesures. Les preuves des effets désastreux du changement climatique s'accroissent et ses conséquences futures sont de mieux en mieux connues. Une politique ambitieuse d'adaptation devient ainsi indispensable pour protéger les plus vulnérables. Il est temps de mettre en œuvre un large éventail de solutions. La bonne nouvelle de ce rapport, c'est que celles-ci sont déjà disponibles.

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET SES EFFETS SE SONT DANGEREUSEMENT AGGRAVÉS

LE RECHAUFFEMENT S'ACCÉLÈRE À CAUSE DES ACTIVITÉS HUMAINES

La Terre se réchauffe à un rythme toujours plus élevé : elle était plus chaude pendant la décennie 2011-2020 d'environ 1,1 °C par rapport à la deuxième moitié du XIX^e siècle. Le réchauffement atteint même 1,6 °C sur les terres. Cette hausse s'explique intégralement par celle de la concentration en gaz à effet de serre : + 47 % pour le CO₂, qui dépasse 410 parties par million (ppm), et + 156 % pour le méthane. Une évolution qui surpasse celles relevées entre les périodes glaciaires et interglaciaires. Le réchauffement a été en partie masqué (de 0 à 0,8 °C) par le rejet d'aérosols, dont l'influence sur le climat est désormais mieux cernée.

Les aérosols sont un ensemble de particules en suspension dans l'air, de courte durée de vie. Certains sont d'origine naturelle, comme les sels marins ou les poussières désertiques, d'autres sont émis par les activités humaines comme les sulfates, les suies ou les nitrates. Ils exercent une double influence sur le climat : certains aérosols réfléchissent les rayons du soleil (effet refroidissant), d'autres les absorbent (effet réchauffant). Ils modifient également la formation des nuages.

Le changement climatique est – sans ambivalence – causé par les activités humaines, qui ont continué d'augmenter dans tous les secteurs. Elles ont engendré une hausse des

émissions de gaz à effet de 1,3 % par an pour atteindre 60 milliards de tonnes d'équivalent CO₂ en 2019, un record.

« Le changement climatique d'origine humaine est la conséquence de plus d'un siècle d'émissions nettes de gaz à effet de serre liées à l'utilisation d'énergie, l'utilisation et le changement d'utilisation des sols, les modes de vie et les modes de consommation et de production ». (traduit du long résumé)

Les émissions varient grandement entre les régions du monde, mais aussi entre les ménages. Ainsi, la contribution des 10 % des ménages les plus émetteurs s'élève de 34 à 45 %, contre 13 et 15 % pour la moitié de la planète la moins émettrice.

LES CONSÉQUENCES SONT DÉJÀ BIEN RÉELLES

Les activités humaines ont réchauffé à la fois l'atmosphère, les terres et les océans, engendrant par exemple un retrait des glaciers, un recul de la banquise arctique, l'acidification des océans, et une élévation du niveau de la mer de 20 cm (entre 1901 et 2018).

Depuis le précédent cycle d'évaluation, les scientifiques ont récolté davantage de preuves sur l'intensité et la fréquence d'évènements climatiques extrêmes, et sur leur attribution à l'influence humaine. Ils observent ainsi une augmentation :

- des vagues de chaleur ;
- des fortes précipitations ;
- des sécheresses ;
- des cyclones tropicaux.

Les activités humaines ont également *probablement* rendu les « évènements extrêmes combinés », par exemple une vague de chaleur couplée à une sécheresse, plus fréquents dans toutes les régions du monde.

Les écosystèmes subissent déjà des dégâts irréversibles, menacés par la fonte des glaciers ou du pergélisol (un sol gelé en profondeur), mais aussi par l'acidification des océans, la désertification, ou des évènements de mortalité de masse. Les réponses biologiques – environ la moitié des espèces se sont déplacées vers les pôles ou en altitude – ne suffisent déjà souvent pas à y faire face, et des centaines de disparitions locales d'espèces sont imputées au changement climatique.

« Entre 3,3 et 3,6 milliards de personnes vivent dans des contextes très vulnérables au changement climatique (confiance haute). » (traduit du long résumé)

Celui-ci a déjà affecté **la sécurité alimentaire et en eau** :

- en réduisant la croissance de la productivité agricole ;
- en augmentant le risque de sécheresse, qui concerne désormais environ la moitié de la population mondiale ;
- et via le réchauffement et l'acidification des océans qui réduit le rendement de la pêche et de l'aquaculture.

A cela s'ajoutent **les impacts économiques** sur la foresterie, l'énergie, le tourisme ou le travail en extérieur, et les dégâts des catastrophes climatiques, qui menacent les moyens de subsistance.

Les effets sur la santé sont déjà sensibles avec une augmentation des canicules, de l'occurrence de plusieurs maladies, et des effets sur la santé mentale qui souffre de l'augmentation des températures, de traumatismes liés à des catastrophes climatiques ou des dégâts sur des modes de vie et des cultures.

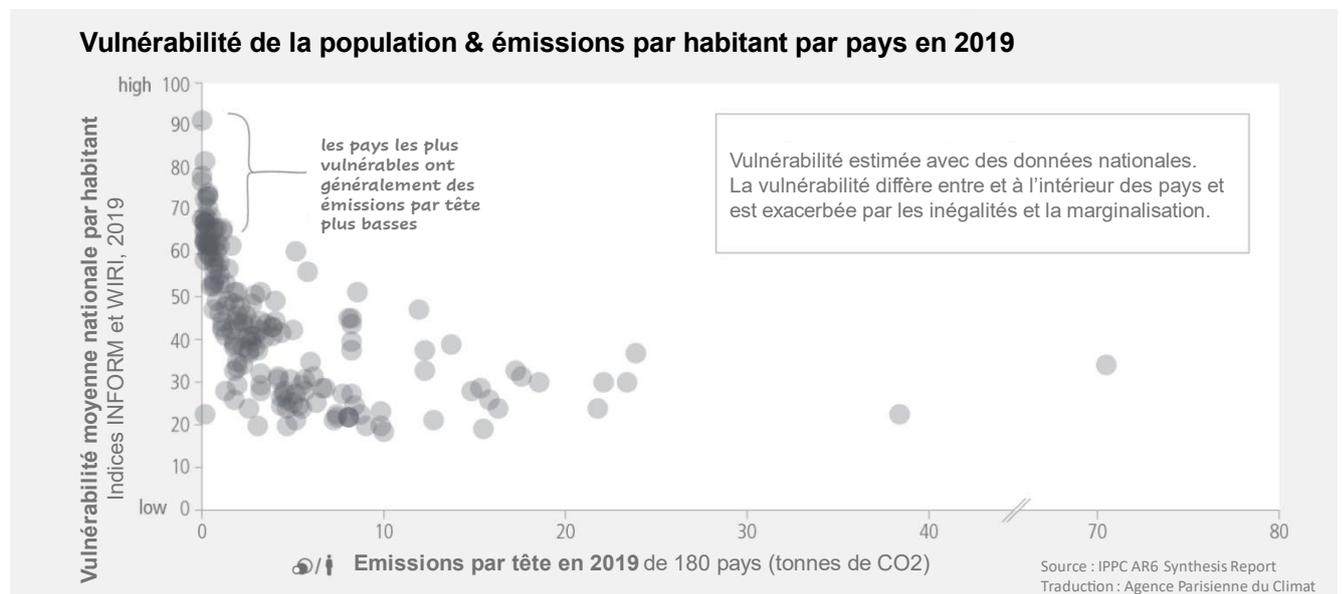
Les villes sont particulièrement exposées : effet d'îlot de chaleur urbain, pollution de l'air, infrastructures vulnérables...

LES PLUS VULNERABLES SONT TOUCHÉS EN PREMIER

Ce cycle de l'évaluation a mis l'accent sur le concept de vulnérabilité, en démontrant que le changement climatique touche de manière très inégalitaire les régions et les populations. Les pays les moins développés et les petits états insulaires en développement sont ceux qui subissent le plus de « pertes et dommages », particulièrement ceux marqués par la pauvreté, de fortes inégalités, des problèmes de gouvernance ou un accès limité aux ressources. Cette inégalité revêt un caractère particulièrement injuste en prenant en considération la contribution au changement climatique, comme le montre le graphique ci-dessous.

Au sein d'un pays, le genre, l'ethnicité et le revenu peuvent aussi renforcer la vulnérabilité des individus, et les populations indigènes, dont la culture et l'économie reposent largement sur les écosystèmes naturels, sont souvent les plus menacées par le changement climatique.

« Entre 2010 et 2020, la mortalité humaine des inondations, sécheresses et tempêtes était 15 fois supérieure dans les régions vulnérables, comparativement aux régions à très faible vulnérabilité. » (traduit du long résumé)



L'ACTION CLIMATIQUE RESTE LOIN DU COMPTE

ATTÉNUATION : LES PROGRÈS, RÉELS, N'ONT PAS INVERSÉ LA COURBE DES ÉMISSIONS

DE PLUS EN PLUS D'ENGAGEMENTS ET DE POLITIQUES CLIMATIQUES

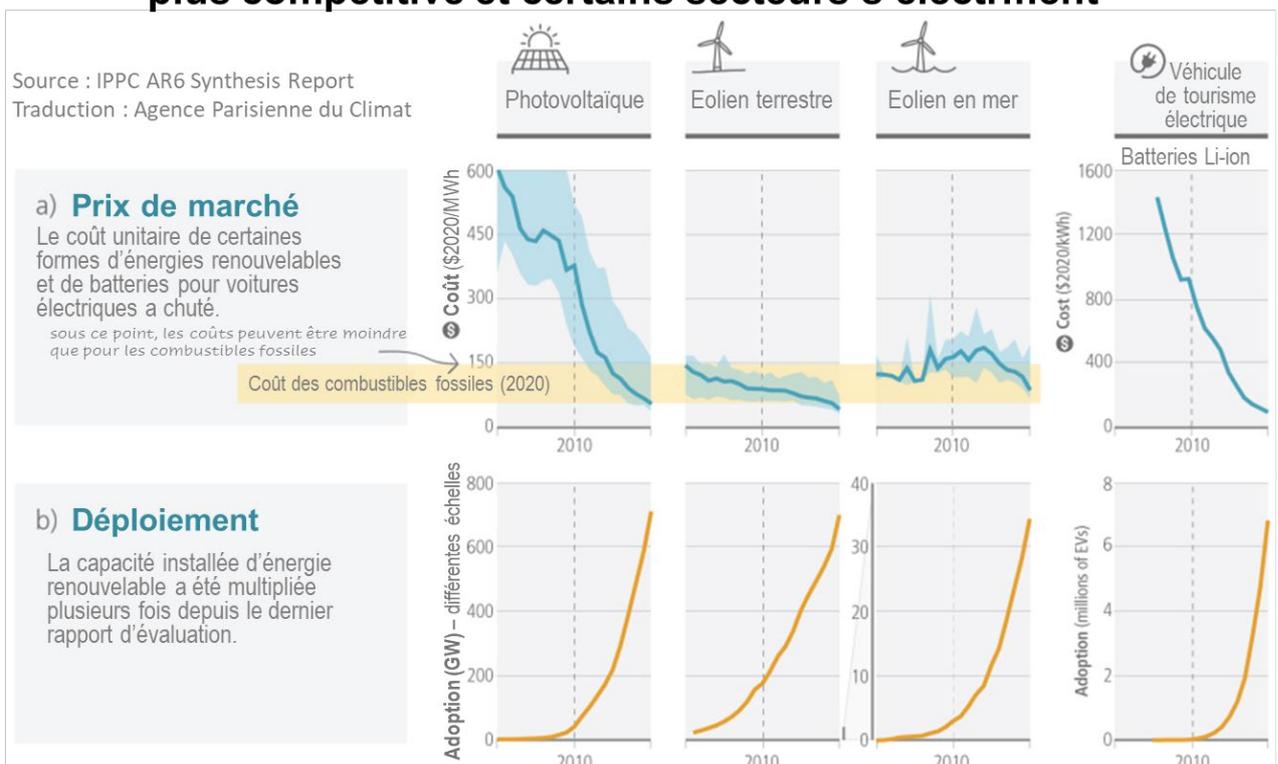
Le GIEC a relevé des progrès dans la lutte contre le changement climatique, en partie initiés par l'évolution du cadre international (Accords de Paris, Agenda de l'ONU pour le développement durable...) et une prise de conscience croissante qui a engendré des mouvements sociaux de masse.

56 pays, représentant plus de la moitié des émissions globales, ont adopté des lois visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, avec une ambition variable selon les secteurs. Plus de 20 % des émissions globales sont couvertes par une taxe carbone ou un marché d'émissions, et les flux financiers vers l'action climatique se sont intensifiés, même s'ils dépassent peu les frontières des pays développés. Le GIEC estime que les mesures prises ont évité de rejeter dans l'atmosphère plusieurs milliards de tonnes de CO₂ supplémentaires par an.

LES TECHNOLOGIES BAS-CARBONE PROGRESSED

L'évolution la plus notable au cours de la décennie écoulée (2010-2019) est peut-être le développement de technologies bas-carbone, comme le montre l'infographie ci-dessous. De nombreux procédés de production bas ou zéro carbone se rapprochent de la commercialisation, et les technologies numériques laissent entrevoir de nouvelles perspectives de décarbonation, même si elles pourraient à l'inverse entraîner une hausse de la consommation de biens et services. Le rapport alerte néanmoins sur le retard des pays en développement quant à l'adoption de ces technologies, et encore davantage dans les pays les moins développés qui souffrent en outre de retombées négatives, avec des emplois de faible valeur et une dépendance accrue à des connaissances étrangères.

La production d'énergie renouvelable est de plus en plus compétitive et certains secteurs s'électrifient



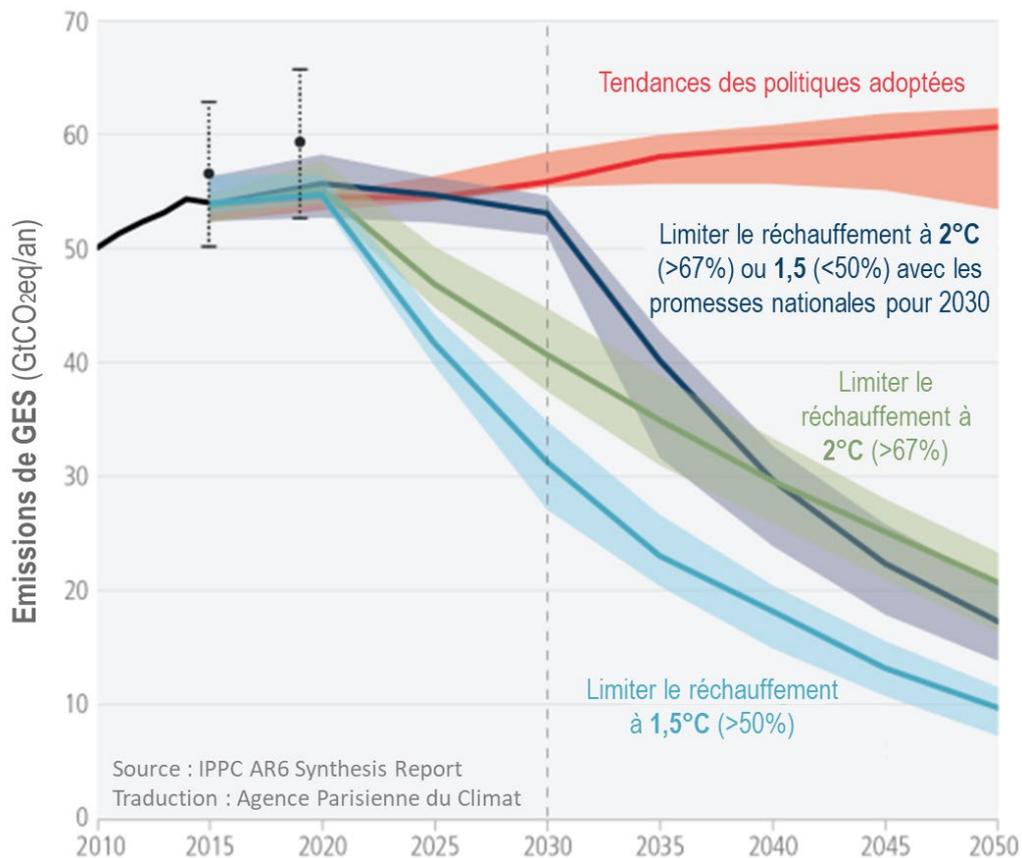
« Plusieurs options d'atténuation, notamment l'énergie solaire, l'énergie éolienne, l'électrification des systèmes urbains, les infrastructures urbaines vertes, l'efficacité énergétique, la gestion de la demande, la gestion améliorée des forêts et des cultures, et la réduction du gaspillage alimentaire, sont techniquement viables, et deviennent de plus en plus rentables » (traduit du long résumé)

LES PROGRÈS SONT TRÈS INSUFFISANTS

Tous ces progrès ont permis de réduire l'intensité carbone de l'énergie (de 2 % par an) et l'intensité énergétique du PIB mondial, et à plusieurs pays de réduire leurs émissions depuis plus d'une décennie – certains à un rythme de 4 % par an. Mais ils n'ont pas empêché la hausse annuelle des émissions globales de gaz à effet de serre, alimentée par l'augmentation de l'activité.

L'intensité carbone de l'énergie mesure la quantité de gaz à effet de serre (en équivalent CO₂) émise pour produire une unité de d'énergie. De même, l'intensité énergétique du PIB mesure les quantités d'énergie utilisées pour produire une unité de richesse.

L'action climatique est encore loin du compte pour limiter le réchauffement aux niveaux visés. Le GIEC distingue deux écarts, qui s'accroissent : celui entre les ambitions globales et les engagements nationaux, et celui entre ces promesses et les politiques mises en œuvre. Ainsi, alors que l'objectif de l'Accord de Paris est de limiter le réchauffement bien en-deçà des 2 °C en poursuivant les efforts pour le limiter à 1,5 °C, les engagements des pays pour 2030 soumis avant la COP26 mèneraient à un réchauffement médian projeté de 2,8 °C à la fin du siècle, contre 3,2 °C en se basant sur les politiques adoptées.



ADAPTATION : LES LACUNES DEMEURENT TRÈS IMPORTANTES

L'ADAPTATION EST ENCORE BALBUTIANTE

Les effets du changement climatique étant déjà visibles, il est urgent de s'y adapter. Le rapport note l'inclusion de cet enjeu dans les politiques climatiques et de planification de nombreux pays et villes. On trouve principalement des options pour prévenir les risques liés à l'eau (sécheresses et inondations), quelques actions s'appuyant sur les sols (gestion durables des forêts, renaturation...), et les villes ont surtout progressé sur la gestion des risques et les trames vertes et bleues.

Là encore, les actions demeurent insuffisantes pour protéger les populations et les écosystèmes des impacts climatiques. L'**approche court-termiste**, souvent privilégiée, empêche d'engager des changements transformateurs nécessaires. Les actions d'adaptation sont souvent **fragmentées** par aléa climatique, et peinent dans les villes à appréhender la combinaison entre différents risques.

Les scientifiques constatent en outre de plus en plus d'exemples de **maladaptation**, par exemple des infrastructures urbaines lourdes qui ne pourront pas être ajustées, des barrières contre les inondations, des systèmes d'irrigation très coûteux dans des zones qui deviendront particulièrement sèches...

La maladaptation se réfère aux actions qui peuvent augmenter le risque de conséquences négatives liées au climat, via notamment des émissions de gaz à effet de serre, une augmentation ou un déplacement de la vulnérabilité, des conséquences inévitables, ou une diminution du bien-être, maintenant ou dans le futur.

DES BARRIÈRES SYSTÉMIQUES À L'ADAPTATION

Le rapport explique ces lacunes par des barrières systémiques à l'adaptation : un manque de connaissances, d'engagement politique et privé, de prise de conscience de l'urgence climatique, et de moyens mobilisés. Ces lacunes touchent en premier lieu les populations à faible revenus, à la fois les plus vulnérables et celles qui ont le plus de difficultés à s'adapter. Le manque de financement est particulièrement pointé du doigt, la finance climat étant essentiellement mobilisée pour l'atténuation et dans les pays développés.

DES PERSPECTIVES PLUS INQUIÉTANTES QUE DANS LE DERNIER RAPPORT D'ÉVALUATION

NOS OBJECTIFS CLIMATIQUES S'ÉLOIGNENT

Par rapport au dernier cycle d'évaluation, la précision des projections du réchauffement en fonction des émissions futures a fait un pas en avant, grâce notamment à une meilleure compréhension de phénomènes physiques et l'intégration des données d'observation, qui ont réduit les incertitudes.

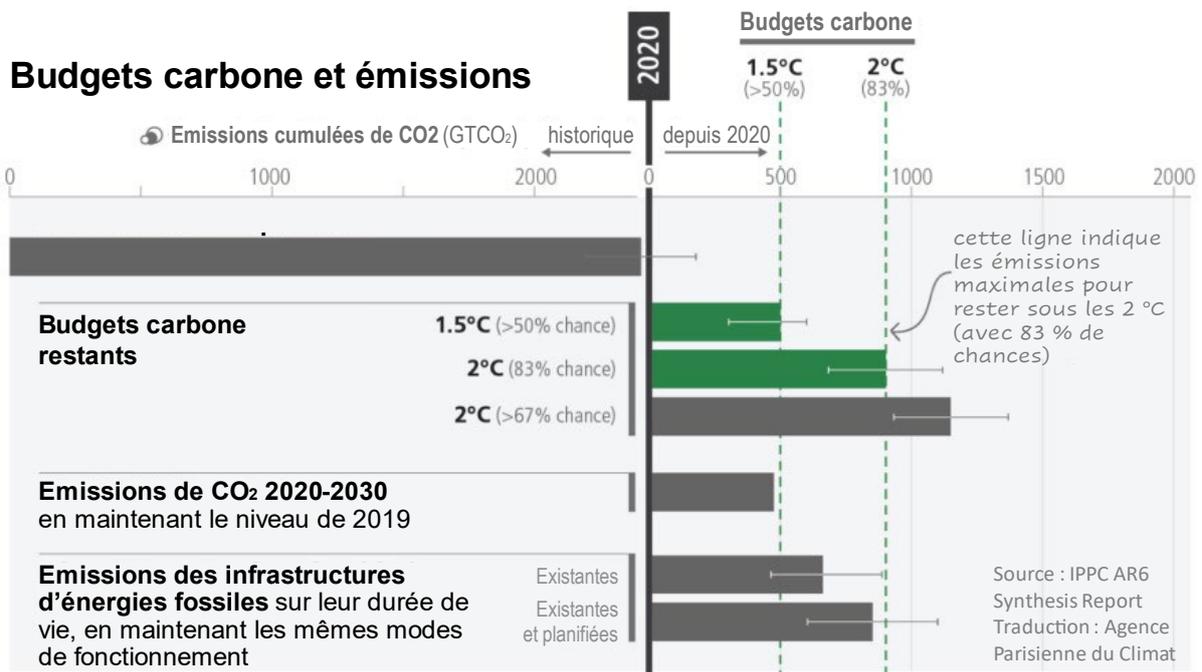
1,5 °C : VERS UN DÉPASSEMENT IMMINANT

Parce que les émissions ont continué d'augmenter, la plupart des modèles projettent désormais **un dépassement de la barrière des 1,5 °C dès les années 2030**. La température se stabiliserait autour de cette valeur dans le scénario le plus optimiste à la fin du siècle, mais un scénario intermédiaire nous mènerait vers un réchauffement d'environ 2,7 °C, tandis qu'il pourrait dépasser les 4 °C dans des scénarios pessimistes où les politiques d'atténuation seraient abandonnées.

LES « BUDGETS CARBONE » S'AMENUISSENT

Atteindre des émissions anthropiques nettes de CO₂ nulles voire négatives, tout en réduisant les émissions des autres gaz à effet de serre, mettrait un terme au réchauffement, c'est donc le but à atteindre pour le stabiliser. Des réductions rapides et massives des émissions seraient en outre nécessaires pour respecter les « budgets carbone », soit le nombre de tonnes de CO₂ (calculé en 2020) qu'il resterait à émettre pour respecter nos objectifs climatiques. Ainsi :

- Pour limiter le réchauffement à **1,5 °C** (avec 50 % de chances), il faudrait atteindre la neutralité carbone globale dans les années 2050, sans émettre plus de 500 milliards de tonnes de CO₂, un budget qui serait presque intégralement consommé en 2030 au rythme actuel.
- Pour le limiter à **2 °C** (avec 67 % de chances), il faudrait atteindre la neutralité carbone dans les années 2070, sans émettre plus de 1 150 milliards de tonnes de CO₂.



Avoir une chance de rester sous les 2 °C impliquerait à la fois des baisses brutales dans l'ensemble des secteurs, et le retrait de CO₂ dans l'atmosphère via des techniques telles que le reboisement, la fixation du carbone dans les sols ou la capture directe dans l'air. Un dépassement des budgets carbone entraînerait des dommages irréversibles, et nécessiterait d'importantes émissions négatives pour revenir à la température globale visée à la fin du siècle.

Le rapport insiste sur l'urgence de l'action climatique, avec des baisses des émissions qui doivent intervenir dès le début de la décennie 2020, bien supérieures aux promesses des Etats.

LES CONSÉQUENCES DEVRAIENT ÊTRE PLUS GRAVES QU'ANTICIPÉ JUSQUE-LÀ

Les futures émissions de gaz à effet de serre affecteront encore davantage le climat, et ces changements s'aggraveront à chaque fraction de réchauffement supplémentaire : vagues de chaleur terrestres et marines, fonte du pergélisol, retrait des glaciers, intensification du cycle de l'eau...

De nombreux effets seront irréversibles, comme l'acidification et la désoxygénation des océans et l'élévation du niveau de la mer. Cette dernière se poursuivra pendant des siècles voire des millénaires, et un réchauffement maintenu au-delà de 2 °C pourrait provoquer la fonte complète de la couverture glaciaire du Groënland et de l'Antarctique Ouest.

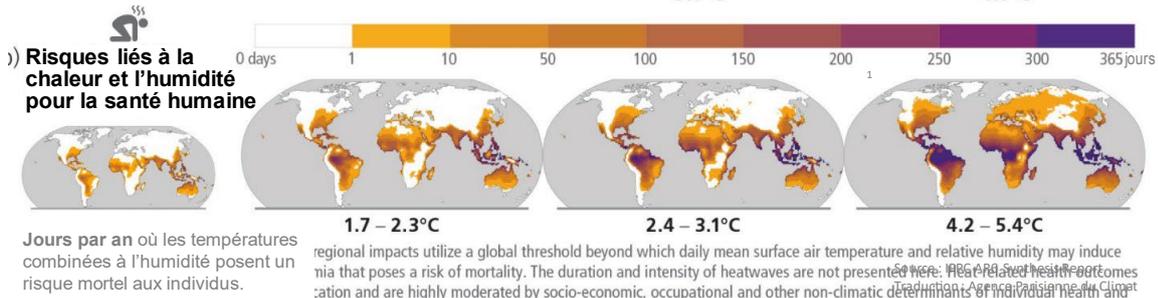
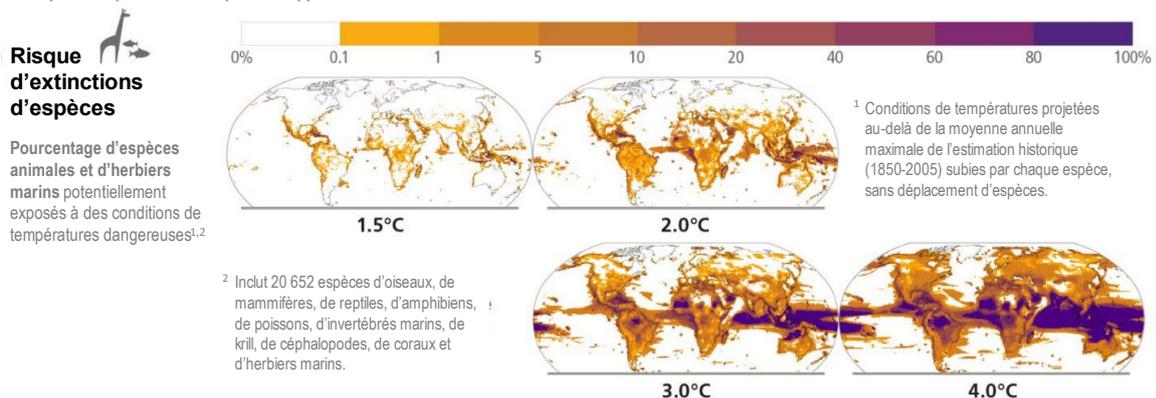
Toutes les régions du monde feraient face à des conséquences supplémentaires à mesure que le climat se réchaufferait. Et **les risques liés au climat pour un réchauffement donné ont été revus à la hausse par rapport au précédent cycle d'évaluation**. En voici quelques exemples :

- À 1,5 °C, les précipitations intenses et les inondations seraient plus intenses et fréquentes dans la plupart des régions d'Afrique, d'Asie, voire d'Amérique du Nord et d'Europe, de nombreux glaciers de faible taille ou altitude seraient menacés de disparition, et entre 3 et 14 % des espèces étudiées feraient probablement face à un risque d'extinction.
- À 2 °C, des sécheresses sévères toucheraient l'Europe, l'Afrique, l'Asie, l'Australie et l'Amérique, les cyclones tropicaux s'intensifieraient, la sous-alimentation toucherait des dizaines voire des centaines de millions de personnes, et les risques pesant sur les villes s'aggravaient rapidement.
- À 3 °C, soit au niveau vers lequel mènent les politiques actuelles, de larges effets systémiques se produiraient, le nombre d'espèces endémiques en danger d'extinction serait au moins décuplé par rapport à un réchauffement de 1,5 °C.
- À 4 °C et au-delà, les conséquences pour les hommes et les écosystèmes seraient désastreuses, avec l'extinction locale d'environ la moitié des espèces marines tropicales et des pénuries d'eau qui toucheraient 4 milliards de personnes.

La perspective d'évènements peu probables mais aux très forts impacts augmente elle aussi à des niveaux élevés de réchauffement, c'est par exemple le cas d'un effondrement de la Circulation méridienne de retournement Atlantique, un ensemble de courants océaniques, qui bouleverserait le cycle de l'eau et le climat européen.

Il est prévu que le changement climatique aggrave la sévérité des impacts à travers les systèmes naturels et humains et augmentera les disparités régionales

Exemples d'impacts sans adaptation supplémentaire



UN CHANGEMENT CLIMATIQUE ÉLEVÉ RENDRA ENCORE PLUS DIFFICILE LE DÉFI DE L'ADAPTATION

À mesure que la Terre se réchauffe, de nombreuses solutions d'adaptation perdent progressivement de leur efficacité, par exemple l'amélioration des pratiques agricoles ou les solutions fondées sur des écosystèmes, jusqu'à atteindre des limites « strictes » (voir encadré). L'élévation du niveau de la mer pose un défi particulièrement complexe à relever : les barrières, coûteuses, peu ajustables et efficaces seulement jusqu'à un certain point, relèvent souvent de la maladaptation, les zones humides peinent à faire face à une surélévation rapide, et les déplacements de population ont une forte dimension socioculturelle.

Les limites « souples » se posent aux options qui ne sont pas faisables actuellement mais qui pourraient être mises en pratique dans le futur, pour des raisons financières, de gouvernance, de contraintes technologiques ou par manque d'information.

Les limites « strictes » rendent les solutions d'adaptation actuelles inefficaces, sans pouvoir en appliquer d'autres, à partir d'un niveau de réchauffement global.

ET MAINTENANT : ENGAGER RAPIDEMENT DES TRANSFORMATIONS GLOBALES

IL EST URGENT DE PASSER À L'ACTION

Le rapport insiste sur l'urgence d'agir. Comme vu précédemment, les budgets carbone sont déjà bien entamés et nécessitent des réductions drastiques et quasi immédiates des émissions de gaz à effet de serre, qui ne sont pas compatibles avec un investissement continu dans des infrastructures fossiles (sans capture de carbone).

À noter que ces réductions auraient des **effets positifs à court terme pour la santé**, en particulier grâce à l'amélioration de la qualité de l'air, **dont les retombées économiques positives pourraient à elles seules compenser le coût de l'atténuation.**

« Sans actions d'atténuation et d'adaptation urgentes, efficaces et équitables, le changement climatique menacera de plus en plus la santé et la subsistance d'habitant·es autour du globe, la santé des écosystèmes, et la biodiversité, avec de lourdes conséquences pour les générations présentes et futures. » (traduit du long résumé)

Une forte accélération de l'adaptation, qui nécessite parfois une longue mise en œuvre, aurait des effets importants pour le bien-être des personnes vulnérables. Elle est d'autant plus urgente que **de nombreux risques climatiques sont encourus à court-terme** (avant 2040) : mortalité liée à des conditions chaudes et humides, dégradation d'écosystèmes, cyclones, inondations, submersions marines...

DES PISTES POUR CHAQUE SECTEUR POUR AGIR RAPIDEMENT

Le défi pour respecter nos objectifs climatiques est immense, mais le GIEC indique plusieurs points encourageants :

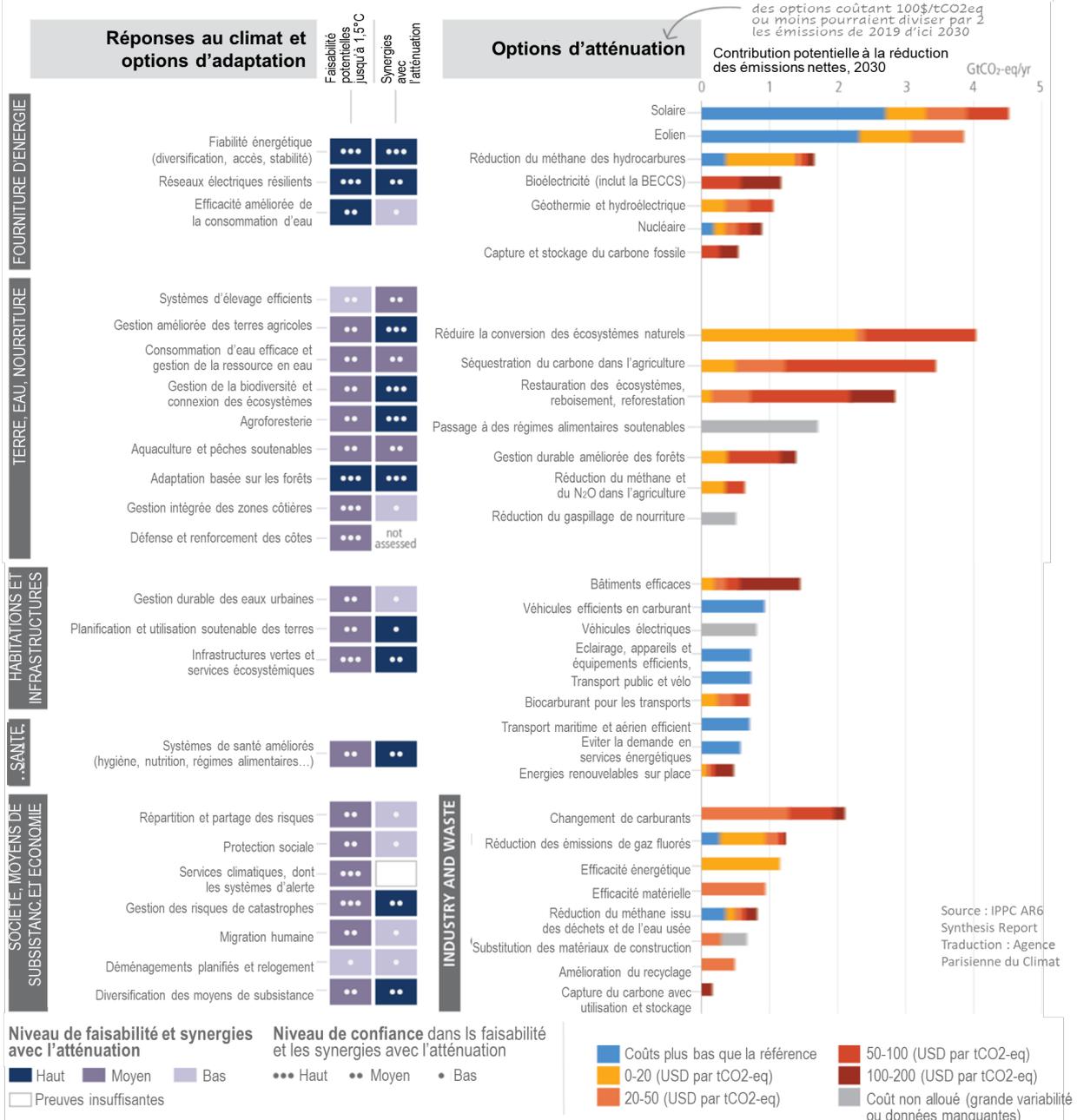
- **Un changement systémique, certes sans précédent à une telle échelle, permettrait encore d'atteindre nos objectifs climatiques**, et d'assurer de hauts niveaux de santé et de bien-être pour la population et les écosystèmes via une adaptation transformative.
- **Des solutions d'atténuation et d'adaptation efficaces et peu coûteuses sont déjà disponibles**, il serait possible de réduire de moitié les émissions d'ici à 2030 par rapport à 2019 avec des options coûtant moins de 100 \$ la tonne de CO₂ (dont la moitié à moins de 20 \$).
- **Les approches par la demande revêtent un potentiel considérable**. Cela comprend l'adoption de comportements sobres, qui doivent être soutenus par les pouvoirs publics, comme l'utilisation du vélo et des transports en commun en ville.
- **Les bénéfices des actions d'adaptation et d'atténuation au regard des Objectifs de développement durable surpassent largement leurs effets négatifs** et il existe de nombreuses synergies, par exemple la végétalisation et la réduction du trafic routier améliorent la santé, la transition énergétique crée des emplois, et la protection des écosystèmes génère des effets positifs sur la biodiversité ou la santé alimentaire.

[Les Objectifs de développement durable](#) (ODD), adoptés par les Nations Unies en 2015, « sont un appel mondial à agir pour éradiquer la pauvreté, protéger la Planète et faire en sorte que tous les êtres humains vivent dans la paix et la prospérité d'ici à 2030 ».

Des modifications sont indispensables, mais possibles, dans le secteur alimentaire, les domaines de l'électricité, des transports, de l'industrie et de la construction et dans l'utilisation des terres. La protection des écosystèmes doit également être une composante centrale de l'action climatique.

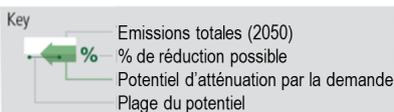
Il existe des options multiples pour accélérer l'action climatique

a) Faisabilité des réponses au climat et de l'adaptation, et potentiel des options d'atténuation à court-terme



b) Potentiel des approches par la demande d'ici 2050

la plage du potentiel de réduction d'émissions de GES est entre 40 et 70% dans ces secteurs



POUR Y ARRIVER : UNE GOUVERNANCE ET UN FINANCEMENT ADÉQUATS

Les solutions existent donc, mais une action climatique efficace va nécessiter **un engagement politique fort et une gouvernance appropriée**, à toutes les échelles :

- une gouvernance climatique internationale qui fixe les objectifs à atteindre et favorise la coopération entre Etats ;
- une planification et des lois à l'échelon national et local, en prenant en compte les spécificités de chaque contexte et en s'appuyant sur diverses formes de connaissances et de partenariats, incluant les populations indigènes, les femmes et la jeunesse.

Des instruments économiques et réglementaires peuvent être mobilisés, en se complétant : par exemple **fixer un prix au carbone** semble efficace pour engendrer des actions d'atténuation peu coûteuses, mais **des normes ou des interdictions seraient également nécessaires** pour entraîner des réductions d'émissions importantes. La **fin des subventions aux énergies fossiles** est mise en avant comme une mesure efficace dans le rapport, qui alerte néanmoins sur le besoin de soutenir les groupes vulnérables qui en seraient affectés.

Enfin, une **multiplication du financement actuel** est essentielle pour accélérer l'action climatique et protéger les plus vulnérables. Le GIEC estime que le capital global et les liquidités sont suffisantes, le défi est de les rediriger vers l'atténuation et l'adaptation, et de faciliter l'accès au financement pour les groupes et Etats vulnérables via une plus grande coopération internationale.

PRENDRE EN COMPTE LES QUESTIONS D'ÉQUITÉ, LA JUSTICE ET L'INCLUSION

Ce cycle d'évaluation a consacré une place importante aux notions d'équité, de justice sociale et climatique et d'inclusion. Elles sont présentées comme des clés pour mettre en œuvre des changements transformatifs et durables, limiter les potentiels effets négatifs de l'action climatique, réduire la vulnérabilité des populations, tout en poursuivant les objectifs du développement durable.

Le rapport évoque par exemple l'inclusion des citoyen·nes et des connaissances indigènes dans la planification des politiques redistributives en faveur de certains secteurs et régions pour protéger les plus vulnérables, ainsi que des instruments ciblés sur les plus aisés·es, qui contribuent disproportionnellement au changement climatique, pour réduire les émissions tout en assurant un niveau de vie décent partout dans le monde.

S'ADAPTER NECESSITERA UNE APPROCHE TRANSFORMATIONNELLE

Une adaptation efficace est possible, mais nécessiterait de sortir de l'approche court-termiste et fragmentée qui prévaut et qui peut conduire à de la maladaptation. **Le GIEC met en avant des solutions transversales, couvrant différents secteurs et échelles, en passant d'une approche incrémentale à une approche transformationnelle.**

D'après le GIEC, **l'adaptation incrémentale** vise à maintenir l'essence et l'intégrité d'un système ou d'un processus en limitant un impact climatique à une échelle donnée, en protégeant par exemple des infrastructures stratégiques des inondations ou en végétalisant certains espaces. **L'adaptation transformationnelle** modifie elle les attributs fondamentaux d'un système en anticipation du changement climatique, par exemple en remettant en question la planification urbaine pour redonner une place à

la nature ou en transformant le système socioéconomique pour réduire les inégalités et l'isolement.

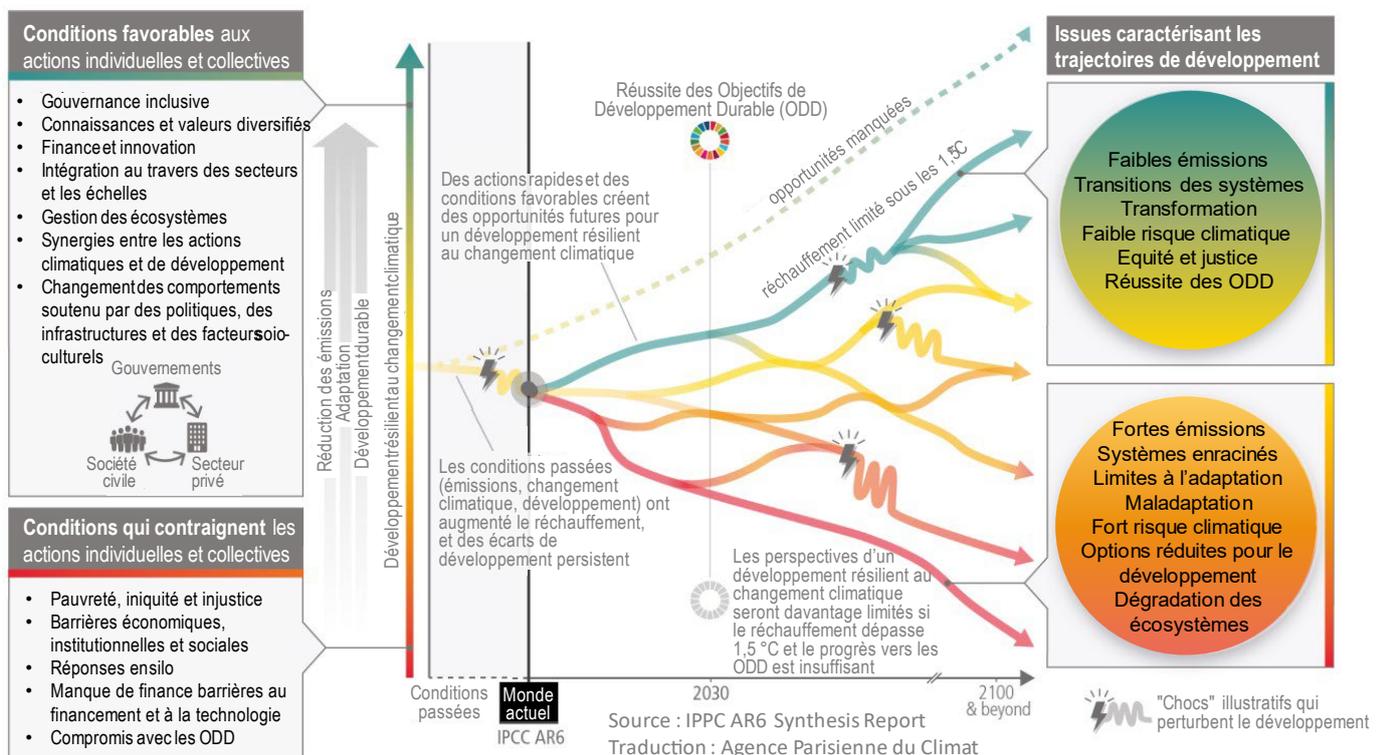
LE DÉVELOPPEMENT DURABLE À LA CROISÉE DES CHEMINS

Les derniers rapports ont développé le concept de « **développement résilient au changement climatique** », qui consiste à mettre en œuvre des mesures d'atténuation et d'adaptation qui soutiennent le développement durable.

Différentes trajectoires de développement, qui dépendent des actions des gouvernements, mais aussi de la société civile et du secteur privé, peuvent y mener, permettant **un avenir faible en émissions, où les objectifs du développement durable (comme la fin de la pauvreté ou l'accès à tous-tes à l'eau potable) sont atteints et où le risque climatique est réduit.**

D'autres trajectoires mèneraient au contraire à un futur où les émissions et risques climatiques sont élevés, les écosystèmes sont dégradés, et les options pour le développement réduites. À mesure que l'action climatique est retardée, les chemins qui mènent vers un avenir climatiquement résilient – et souhaitable – s'éloignent.

La fenêtre d'opportunité pour rendre possible un développement résilient au changement climatique se referme rapidement



CONCLUSION : QUE RETENIR DE CE CYCLE D'ÉVALUATION ?

Tout d'abord, il n'y a aucun doute possible : le changement climatique est bien réel, et causé par les activités humaines. Une grande partie de l'humanité et des écosystèmes subit déjà ses effets, qui vont s'intensifier à chaque niveau de réchauffement supplémentaire : vagues de chaleur, sécheresses, inondations, élévation du niveau de la mer, dégradation des habitats, cyclones... Les pays les moins développés et les individus les plus précaires sont en première ligne, alors qu'ils y contribuent le moins.

Il est indispensable de s'adapter dès maintenant pour limiter ces conséquences et protéger les plus vulnérables, en combinant plusieurs approches et en engageant des changements transformateurs, en évitant la maladaptation.

Parce qu'il sera de plus en plus difficile de s'adapter à mesure que le changement climatique s'accélère, pour éviter des effets dramatiques il est essentiel de réduire drastiquement et immédiatement nos émissions jusqu'à atteindre la neutralité carbone globale, et ainsi stopper le réchauffement. Le limiter à 1,5 °C constituait déjà un défi inédit il y a quelques années. Ce défi crucial est encore plus grand aujourd'hui, avec la hausse continue des émissions. Les politiques actuelles nous mèneraient plutôt à un réchauffement global de plus de 3 °C.

L'action climatique est pour le moment défailante, mais les solutions réalistes et efficaces sont à portée de main, et leurs effets bénéfiques dépassent l'enjeu du climat. Reste à s'en saisir et à les mettre en œuvre grâce à un fort engagement politique, une multiplication du financement actuel, une meilleure coopération internationale, tout en respectant des principes d'équité et de justice sociale.

« Si nous agissons maintenant, nous pouvons encore garantir un avenir durable et vivable à toute la planète ». Hoesung Lee, Président du GIEC
